



Nourrir les enfants. Nourrir l'avenir.



Mémoire déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2026

Septembre 2026



A better start for every child.



Recommandations

- 1. Que le gouvernement du Canada reconnaisse le Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) comme une priorité budgétaire et s'engage à égaliser les investissements réalisés par les provinces, les territoires et les municipalités, et à investir 400 millions de dollars pour les familles d'aujourd'hui et pour les générations futures, accordant une attention particulière aux besoins urgents des communautés autochtones.**
- 2. Que le gouvernement du Canada rende permanent le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire (FIAS) et l'élargisse pour en faire une source de financement dédiée et à long terme permettant de répondre aux besoins d'infrastructure des programmes alimentaires scolaires dans l'ensemble du pays, y compris pour les communautés autochtones.**
- 3. Que le gouvernement du Canada investisse dans les aliments produits au Canada pour les programmes d'alimentation scolaires, en accordant la priorité aux systèmes alimentaires durables et locaux qui soutiennent les producteurs canadiens.**
- 4. Que le gouvernement du Canada renforce le PNAS au moyen d'une approche concertée de tous les ministères et organismes impliqués afin d'assurer une vision nationale, la reddition de comptes et la coordination nécessaire pour faire de l'alimentation scolaire un pilier central de la santé et du bien-être des enfants au Canada.**

Club des petits déjeuners

Au Canada, l'insécurité alimentaire touche des millions d'enfants chaque jour, ce qui compromet leur capacité d'apprendre et de s'épanouir pleinement. En collaboration avec des centaines de partenaires scolaires et communautaires à travers le pays, le Club des petits déjeuners du Canada (le Club) a pour mission de veiller à ce que tous les enfants aient une chance égale de réussir en leur permettant de prendre un petit déjeuner nutritif dans un environnement sûr et bienveillant.



Le Club, qui cumule plus de 30 ans d'expérience, est devenu une référence en sécurité alimentaire en milieux scolaires. Il appuie, avec ses partenaires communautaires, plus de 5 600 programmes, rejoint une population scolaire totale de plus de 2 millions d'élèves et contribue à servir approximativement 940 000 déjeuners quotidiennement d'un bout à l'autre du pays.

Contexte : Aucun enfant ne devrait souffrir de la faim au Canada

Les efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants ont gagné en ampleur ces dernières années, portés par une inflation sans précédent, des pressions économiques croissantes sur les familles et une compréhension approfondie du rôle essentiel des programmes d'alimentation scolaires dans la santé, l'éducation et l'équité sociale. Toutefois, le fait que le Canada se classe au 22^e rang sur 37 pays homologues pour le bien-être des enfants, selon le Bilan Innocenti 20 de l'Unicef, rappelle l'importance d'investir dans des mesures universelles afin de réduire les inégalités entre les enfants.



En conséquence, la nouvelle loi sur le PNAS et le lancement récent de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire représentent des étapes cruciales et fondamentales pour renforcer la sécurité alimentaire en construisant un système alimentaire national résilient.

De plus, la nouvelle offre de financement FRAIS pour la recherche dans le cadre du Programme national d'alimentation scolaire, ainsi que l'adoption de la motion HUMA visant à étudier la conception, la gouvernance, le modèle de financement et les mécanismes de responsabilité du PNAS contribueront à la mise en œuvre efficace, équitable et durable des programmes alimentaires scolaires à travers le pays.





Recommandation 1:

Que le gouvernement du Canada reconnaisse le Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) comme une priorité budgétaire et s'engage à égaliser les investissements réalisés par les provinces, les territoires et les municipalités, et à investir 400 millions de dollars pour les familles d'aujourd'hui et pour les générations futures, accordant une attention particulière aux besoins urgents des communautés autochtones.

Malgré les progrès accomplis depuis la mise en œuvre du PNAS en 2024, l'investissement fédéral actuel de 200 millions de dollars par an ne touche qu'environ 8 % de la population scolaire — soit 0,22 \$ par élève par jour considérant une couverture universelle. Il est important de noter que 23 % de cet investissement est consacré aux communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, reflétant une opportunité de faire progresser davantage la réconciliation et l'équité grâce à des solutions alimentaires scolaires culturellement appropriées et dirigées par les communautés.

Nous saluons l'intégration du Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) à la nouvelle Stratégie nationale de sécurité alimentaire, annoncée récemment par le Premier ministre ce qui témoigne d'un engagement fédéral fort à faire de l'alimentation scolaire une priorité nationale. Cependant, le niveau actuel de financement alloué ne reflète pas pleinement cette ambition, et nous estimons que le gouvernement peut renforcer sa position afin que chaque école bénéficie de manière équitable du financement public dans les années à venir.

Comme l'a souligné le mémoire pré budgétaire du Club déposé en mai 2026, une analyse coûts-avantages indépendante réalisée par AppEco confirme que ces programmes génèrent d'importantes retombées économiques et sociales. Pour chaque dollar investi, la société en retire près de 2 \$: augmentation du revenu disponible des familles, revenus à vie plus élevés liés à un meilleur niveau de scolarité et réduction des dépenses en santé. Cela confirme que l'alimentation scolaire n'est pas une dépense, mais un investissement fiscalement responsable dont les avantages à long terme dépassent de loin les coûts initiaux.

Partout au Canada, les provinces, territoires et municipalités investissent près de 400 millions de dollars par an dans les programmes alimentaires scolaires. Pour garantir leur viabilité à long terme, il est essentiel que le gouvernement fédéral apporte un financement équivalent à ceux des provinces — atténuant les besoins urgents de l'écosystème, maximisant la portée du PNAS et soutenant les familles face à la montée des prix alimentaires. Dans un contexte de contraintes budgétaires croissantes, garantir ce financement dès maintenant est plus urgent que jamais.



Recommandation 2:

Que le gouvernement du Canada rende permanent le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire (FIAS) et l'élargisse pour en faire une source de financement dédiée et à long terme permettant de répondre aux besoins d'infrastructure des programmes alimentaires scolaires dans l'ensemble du pays, y compris pour les communautés autochtones.

Lancé avec un investissement initial de 20 millions de dollars dans le budget 2024, le FIAS agit comme un accélérateur d'impact permettant la mise en œuvre efficace de programmes d'alimentation scolaires grâce à des investissements durables dans les infrastructures communautaires — cuisines, entrepôts et équipements. Son maintien renforcera la capacité à répondre à la demande et à veiller à ce que les enfants reçoivent des aliments frais et nutritifs produits au Canada.

Des lacunes importantes en matière d'infrastructures subsistent dans toutes les provinces et tous les territoires, estimées à plus de 100 millions de dollars (aperçu des besoins, février 2024, toujours d'actualité). Malgré les contraintes de temps et les multiples exigences du FIAS actuel, les 10 bénéficiaires initiaux ont rapidement su s'adapter, éviter les chevauchements et obtenir des résultats impressionnants. Les 40 projets soutenus par le Club présentent des résultats notables, dont une augmentation de 47% de la clientèle scolaire rejointe et une offre alimentaire plus nutritive et culturellement plus appropriée, comme en témoignent ces exemples :

- *“L’acquisition d’équipements de cuisine, d’un camion et d’une chambre froide améliorera la fiabilité et la qualité de nos livraisons, consolidant nos partenariats et positionnant notre organisation comme un partenaire solide en sécurité alimentaire scolaire. [...]” (Relais Populaire Inc.)*
- *“La modernisation de notre cuisine a permis de produire davantage de repas en moins de temps, renforçant notre capacité à répondre aux besoins de la communauté et à diversifier nos services. [...]” (Centre d’action bénévole Saint-Alphonse-Nouvelle)*

Tirer parti de ce réseau existant est une solution simple et efficace pour le Gouvernement du Canada. Un investissement minimum de 20 M\$ par année pour appuyer le FIAS fournira un soutien essentiel et prévisible — améliorant la sécurité alimentaire, renforçant les systèmes alimentaires locaux et optimisant le rendement de cet investissement public grâce à l'expertise d'organisations nationales aux approches éprouvées.



Recommandation 3:

Que le gouvernement du Canada investisse dans les aliments produits au Canada pour les programmes d'alimentation scolaires, en accordant la priorité aux systèmes alimentaires durables et locaux qui soutiennent les producteurs canadiens.

Nous saluons le récent lancement de la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire, qui accorde la priorité au renforcement des capacités nationales. Cette initiative offre au Gouvernement du Canada une occasion opportune de concrétiser son engagement pris en 2025 d'investir 20 millions de dollars afin que les aliments provenant du Canada soient systématiquement intégrés aux programmes d'alimentation scolaires. Cet investissement devrait être inscrit dans le budget 2027 et les années suivantes comme levier stratégique pour relier les programmes scolaires et producteurs locaux, tout en favorisant la nutrition infantile et en renforçant le secteur agroalimentaire canadien.

Grâce à ses équipes spécialisées en nutrition, à l'approvisionnement alimentaire, à la logistique et à la distribution, le Club —fort de plus de 30 ans d'expertise et d'un solide parcours d'innovations et de collaborations—négocie avec des partenaires agroalimentaires afin d'améliorer la qualité nutritionnelle et l'approvisionnement au Québec (pain, tartinades, intégration de farine de pois jaune); renforce les partenariats de la chaîne d'approvisionnement en Ontario, au Nouveau-Brunswick, au Nunavut, en Alberta et en Colombie-Britannique ; et exploite un modèle provincial d'achats groupés offrant environ 70 % de produits d'origine locale à plus de 600 écoles du Québec. Fort de cette expertise, le Club a lancé Mieux nourrir les jeunes à l'école, une initiative structurée visant à revoir son offre alimentaire d'ici l'automne 2026. Réalisée en collaboration avec l'INAF et Équiterre, et soutenue par le MAPAQ, cette initiative s'étend de l'évaluation nutritionnelle et de l'amélioration des menus jusqu'à leur cocréation avec des partenaires de l'industrie alimentaire — une approche fondée sur des données probantes, prête à être déployée à l'échelle nationale.

Le modèle du Club est non seulement éprouvé, mesurable et transposable : il positionne le Club comme catalyseur et facilitateur dans les différents territoires de compétence, renforçant les écosystèmes alimentaires scolaires provinciaux tout en faisant progresser l'objectif fédéral d'aliments produits au Canada. En s'appuyant sur ce savoir-faire opérationnel, le Canada peut amplifier l'impact de ses investissements et faire de cet engagement une réalité tangible et durable — au bénéfice des enfants, des collectivités et de l'économie alimentaire canadienne.



Recommandation 4:

Que le gouvernement du Canada renforce le PNAS au moyen d'une approche concertée de tous les ministères et organismes impliqués afin d'assurer une vision nationale, la reddition de comptes et la coordination nécessaire pour faire de l'alimentation scolaire un pilier central de la santé et du bien-être des enfants au Canada.

Comme souligné dans le mémoire du Club sur la loi C-15, soutenu par le Centre d'Excellence contre la Faim du Programme alimentaire mondial au Brésil, la loi sur le PNAS est une première étape vers une approche axée sur une mission, telle que proposée par Mazzucato et Doyle (2025). Les gouvernements peuvent orienter le développement économique vers des objectifs à long terme grâce à des mécanismes de coordination mobilisant tous les secteurs — passant d'une logique de programme social à une mission économique coordonnant des politiques sociales (incluant la santé), environnementales et industrielles. Les programmes d'alimentation scolaires deviennent ainsi un levier de développement industriel générant de la valeur publique et de la croissance économique.

L'alimentation scolaire est profondément intersectorielle — engageant l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement et la solidarité sociale — ce qui en fait un levier naturel de collaboration interministérielle, générant des retombées à court et à long terme. En élaborant des politiques et des pratiques d'approvisionnement autour de critères fondés sur la mission, les gouvernements peuvent transformer la dépense publique en un investissement collectif dans les capacités productives, le développement territorial et la résilience du système alimentaire.

Cela inclut l'établissement de cadres formels pour favoriser la collaboration avec des experts en alimentation scolaire et en sécurité alimentaire, les élèves et leurs communautés, les opérateurs de programmes, ainsi que le secteur agroalimentaire, afin de soutenir le développement et la mise en œuvre des politiques alimentaires scolaires provinciales et territoriales.

Nous saluons l'adoption de l'étude HUMA sur le Programme national d'alimentation scolaire et serions honorés d'y contribuer à titre de témoins. Cette participation permettrait de souligner l'importance de reconnaître officiellement le rôle des experts en nutrition scolaire et des organismes responsables de programmes, comme le Club des petits déjeuners, dans la conception, la gouvernance, le suivi et la mise en œuvre du programme. L'écosystème de l'alimentation scolaire



s'appuie sur plus de 30 ans de savoir-faire, de relations, d'expériences et d'innovations susceptibles d'éclairer utilement l'élaboration d'un modèle de financement durable et d'indicateurs de résultats pertinents. À cette étape déterminante, il nous apparaît essentiel de considérer le PNAS comme une initiative multidimensionnelle, appelée à mobiliser des expertises variées afin d'enrichir les discussions sur les conditions de réussite, la cohérence et la pérennité.

Conclusion

Le Canada a pris des mesures exceptionnelles et indispensables en faisant du Programme national d'alimentation scolaire une initiative permanente inscrite dans la loi — jetant des bases solides pour la suite. La prochaine phase sera décisive : réaffirmer le caractère prioritaire de ce programme exige des investissements soutenus et substantiels dans le budget 2027.



Aors que l'insécurité alimentaire continue de toucher des familles partout au pays, les programmes alimentaires scolaires doivent être reconnus comme un investissement stratégique dans la santé, l'éducation et la résilience économique. Le renforcement du financement fédéral, les investissements dans les infrastructures et le soutien aux systèmes alimentaires canadiens seront essentiels pour garantir un accès équitable et la pérennité des programmes. En s'appuyant sur les connaissances existantes et l'expérience acquise sur le terrain, le Canada pourra étendre à plus grande échelle les initiatives qui ont fait leurs preuves.

La réussite du Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) repose sur une action concertée, portée par une mission commune et réunissant gouvernements, professionnels et partenaires industriels autour d'un même objectif : mettre en place un système d'alimentation scolaire cohérent, efficace et durable. À ce moment charnière, un leadership fédéral affirmé peut transformer cet engagement en héritage durable, afin qu'aucun enfant ne souffre de la faim et que chaque élève puisse apprendre, grandir et s'épanouir pleinement.

Personne-ressource : Judith Barry, cofondatrice et directrice des relations gouvernementales
judith.barry@clubdejeuner.org



A better start for every child.



Written submission for 2026 Pre-Budget Consultations

September 2026



A better start for every child.

[Consult French version here](#)



Recommendations

- 1. That the Government of Canada recognize the National School Food Program (NSFP) as a budget priority, commit to match the investments made by provinces, territories, and municipalities, and invest 400M\$ for today's families and for future generations, with dedicated attention to the urgent needs of Indigenous communities.**
- 2. That the Government of Canada establish the School Food Infrastructure Fund (SFIF) as a permanent program and expand it as a dedicated, long-term funding stream to support the infrastructure needs of school food programs across the country, including for Indigenous communities.**
- 3. That the Government of Canada invest in Canadian-made food for school nutrition programs, prioritizing sustainable locally sourced food systems that support Canadian producers.**
- 4. That the Government of Canada strengthen the NSFP through a whole-of-government approach, to provide the national vision, accountability, and coordination needed to make school food a core pillar of children's health and well-being in Canada**

Breakfast Club of Canada

In Canada, food insecurity affects millions of children daily, hindering their ability to learn and thrive. In collaboration with hundreds of school community partners across the country, Breakfast Club of Canada (BCC) is dedicated to ensuring children have an equal chance to succeed by providing access to nutritious breakfasts in a safe and supportive environment.

With over 30 years of experience, BCC has become a cornerstone in the fight against school food hunger, supporting with its community partners more than 5,600 programs nationwide, reaching more than 2 million students and delivering approximately 940,000 breakfasts daily from coast to coast to coast.



Context: No child should go hungry in Canada

Efforts to address child food insecurity have gained momentum in recent years, driven by historic inflation, growing economic pressures on families and a deeper understanding of the essential role school food programs play in supporting children's health, learning and development, strengthening local agriculture and advancing social equity. Nevertheless, Canada's 22nd-place ranking among 37 wealthy nations on child well-being in [UNICEF Report Card 20](#) further underscores the need to invest in universal measures to reduce inequalities among children.



Beyond its social importance, school food is a powerful economic lever. By strengthening local supply chains, creating jobs, generating economic activity in communities, and supporting better educational and health outcomes for children, school food programs deliver meaningful and lasting economic returns.

Accordingly, the new [National School Food Program Act \(NSFP\)](#) and the recent launch of the [National Food Security Strategy](#) represent crucial and foundational steps towards strengthening food security by building a resilient national food system,

Also, the new [FRESH](#) school food-focused research funding opportunity as part of the National School Food Program along with the adoption of the [HUMA](#) motion to study the NSFP's design, governance, funding model, and accountability mechanisms, will contribute to the effective, equitable, and sustainable implementation of school food programs across the country.





Recommendation 1:

That the Government of Canada recognize the National School Food Program (NSFP) as a budget priority, commit to match the investments made by provinces, territories, and municipalities, and invest 400M\$ for today's families and for future generations, with dedicated attention to the urgent needs of Indigenous communities.

Although the NSFP has achieved important milestones since its implementation in 2024, the current federal investment of \$200 million per year reaches only about 8% of Canada's total school population—equivalent to \$0.22 per student per day under universal participation. Importantly, 23% of this investment is dedicated to First Nations, Inuit and Métis communities, reflecting an opportunity to further advance reconciliation and equity through culturally appropriate, community-led school food solutions.

We acknowledge the Prime Minister's inclusion of the NSFP in the recent launch of the National Food Security Strategy, which signals a strong federal commitment to making school food a national priority. Yet the current level of funding allocated does not fully reflect that ambition, and we believe the government can strengthen its position so that every school is equitably served by public funding in years to come.

As shared in the recent BCC Pre-Budget submission in May 2026, a new independent cost-benefit analysis by AppEco confirms that school-based breakfast programs delivered through public and community partnerships generate significant economic, social and health returns—reinforcing the case for sustained and expanded investment through Canada's NSFP. For every dollar invested, society receives close to \$2 in return, driven by three concrete impacts: increased disposable income for families, higher lifetime earnings linked to improved educational attainment, and reduced healthcare costs. This confirms that school food is not an expense, but a fiscally responsible investment whose long-term benefits far outweigh initial costs.

Across Canada, provinces, territories and municipalities currently invest close to \$400 million annually in school food programs. To ensure long-term sustainability and equitable expansion, it is essential that the federal government match this level of investment—alleviating current priorities in the school food ecosystem, including in Indigenous and Northern communities, maximizing NSFP reach and impact, and supporting families amid growing food affordability pressures. As fiscal constraints tighten, securing robust and predictable funding now is more urgent than ever.



Recommendation 2:

That the Government of Canada establish the School Food Infrastructure Fund (SFIF) as a permanent program and expand it as a dedicated, long-term funding stream to support the infrastructure needs of school food programs across the country, including for Indigenous communities.

Introduced with an initial investment of \$20 million in Budget 2024, the SFIF serves as an impact accelerator enabling effective delivery of school food programs through sustainable investments in community infrastructure—kitchens, storage and equipment. Maintaining and growing this fund will strengthen the capacity to meet rising demand, adapt to evolving challenges, and ensure children receive fresh, nutritious, Canadian-made foods.

There are still pressing infrastructure gaps across the country estimated at over \$100 million, as shown in our infrastructure overview of needs (February 2024), which remains accurate today. Despite time constraints and the multiple requirements of the current SFIF, the 10 initial recipients pivoted quickly, created alignments to avoid duplications, and delivered impressive results in record time, including a 47% increase in the number of school clients reached and a more nutritious and culturally appropriate food offering. The 40 projects supported by BCC demonstrate significant results, as illustrated by these examples:

- *“The acquisition of kitchen equipment, a truck and a cold room will improve the reliability and quality of our deliveries, consolidate our partnerships and positioning our organization as a strong partner in school food security. [...]” (Langley School District Foundation).*
- *“Thanks to the BCC-SFIF funded truck, we can deliver more healthy food to more schools, leverage volume purchasing, and reduce operational costs. [...]” (Toronto Foundation for Student Success).*

Leveraging this existing network offers the Government of Canada a clear, practical opportunity to expand impact quickly. Moving forward with a minimum investment of \$20 million per year will provide essential, predictable support that enhances food security, strengthens local food systems, and helps vulnerable children thrive—maximizing the return on public investment through the expertise of proven national organizations.



Recommendation 3:

That the Government of Canada invest in Canadian-made school nutrition programs, prioritizing sustainable local sourcing to support producers, improve affordability, strengthen food security, and reduce reliance on external supply chains.

We welcome the recent launch of the National Food Security Strategy, which prioritizes building national capacity and provides the Government of Canada with the opportune moment to deliver on its 2025 commitment to invest \$20 million to ensure that Canadian-made food is consistently offered through school feeding programs. This investment should be included in Budget 2027 and subsequent years as a strategic lever to connect school programs with local producers, while promoting child nutrition and strengthening the Canadian agri-food sector.

Through its dedicated nutrition, food procurement, supply and logistics teams, BCC—with over 30 years of expertise and a strong track record of innovations and collaborations—negotiates with agri-food partners to improve nutritional quality and sourcing in Quebec (bread, spreads, integration of yellow pea flour); strengthens partnerships across the supply chain in Ontario, New Brunswick, Nunavut, Alberta, and British Columbia; and operates a provincial group purchasing model offering approximately 70% locally sourced products in over 600 Quebec schools.

Building on this expertise, BCC launched Better Nutrition for Children at School, a structured initiative aimed at revising its food offering by fall 2026. Delivered in collaboration with INAF and Équiterre, and supported by MAPAQ, this initiative spans multiple phases—from nutritional assessment and menu improvement to co-creation with food industry partners—reflecting a mature, evidence-based approach ready to be adapted and scaled nationally.

BCC's model is not only proven, measurable and transferable—it positions BCC as a catalyst and facilitator across jurisdictions, strengthening provincial school food ecosystems while advancing the federal objective for Canadian-made food. By leveraging this operational know-how, Canada can amplify the impact of its investment and make the commitment to Canadian-made food within the NSFP a tangible and lasting reality—one that translates into concrete benefits for children, communities, and the Canadian food economy.



Recommendation 4:

That the Government of Canada strengthen the NSFP through a whole-of-government approach, to provide the national vision, accountability, and coordination needed to make school food a core pillar of children's health and well-being in Canada.

As recommended in the BCC Brief on C-15 supported by the WFP Centre of Excellence Against Hunger in Brazil, the NSFP Act is the first step toward a comprehensive, robust approach using school feeding as a mission-oriented framework, as proposed by Mazzucato and Doyle (2025). Governments can actively direct economic development toward long-term strategic goals through coordinating mechanisms engaging all sectors—shifting from a social program approach to a concrete school food economic mission that aligns social, environmental, health and industrial policies. School food programs can thus act as a lever for industrial development, creating public value and economic growth rather than merely serving as redistributive spending.

School food is deeply cross-sectoral, engaging education, health, agriculture, the environment, and social solidarity—making it a natural lever for interministerial collaboration that generates both short- and long-term public value. By designing school food policies and procurement practices around mission-oriented criteria, governments can turn public expenditure into a collective investment in productive capacity, territorial development and systemic resilience.

This includes establishing formal frameworks to foster collaboration with school food and food security experts, students and their communities, program operators, as well as the agri-food sector, to support the development and implementation of provincial and territorial school food policies.

We welcome the adoption of the HUMA NSFP study and look forward to participating as witnesses to ensure the federal government formalizes the role of school nutrition experts and program operators such as BCC in the design, governance, monitoring and delivery of the NSFP. The school food ecosystem has more than 30 years of know-how, relationships, learnings and innovative experiences that can bring valuable perspectives to the development of a sustainable funding model and outcome metrics. At this critical juncture, it is essential to recognize the NSFP as a multidimensional program that must engage experts from all sectors to strengthen discussions around the conditions for success, coherence, and sustainability.



Conclusion

Canada has taken extraordinary and essential steps by establishing the National School Food Program as a permanent, legislated initiative—laying a strong foundation on which to build. The next phase will be critical: reaffirming this program as a national priority requires sustained and meaningful investment in Budget 2027.

As child food insecurity continues to affect families across the country, school food programs must be recognized not only as social support, but as a strategic investment in health, education, agriculture, environment and economic resilience. Strengthening federal funding, investing in infrastructure, and supporting Canadian food systems will be key to ensuring equitable access and program sustainability. Building on existing knowledge, partnerships, and field experience will allow Canada to scale what works and maximize public value.

To ensure its success, the NSFP requires a coordinated, mission-oriented approach that brings together governments, practitioners, and industry partners around a shared goal: building a coherent, effective, and sustainable school food system. At this pivotal moment, strong federal leadership can turn this commitment into a lasting legacy—one that helps ensure no child goes hungry, and every student has the opportunity to learn, grow, and thrive.



Contact: Judith Barry, Co-Founder & Government Relations Director
judith.barry@breakfastclubcanada.org